



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

CLIC ORGESSONNE

25, route d'Egly
91 290 ARPAJON

SIRET : 447 708 298 00057 ; APE : 88.99 B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

CLIC ORGESSONNE

25, route d'Egly
91 290 ARPAJON

A l'assemblée générale de l'association CLIC ORGESSONNE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CLIC ORGESSONNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons notamment examiné les éléments justifiant les subventions comptabilisées, leur correcte affectation comptable ainsi que le respect du principe de séparation des exercices.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes,

le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois,
Le 9 mai 2025

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Pierre EMMERICH

Signé par Jean-Pierre Emmerich
Le 09/05/2025

ID: lx_dDE6kWW6xEg0



Bilan ANC N° 2018-06

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	8 606	7 812	794	1 068
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	105 902	95 900	10 002	18 092
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	114 523	103 713	10 811	19 175
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	17 121		17 121	47 336
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	458 498		458 498	406 507
Charges constatées d'avance	5 589		5 589	11 617
Total II	481 208		481 208	465 460
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	595 731	103 713	492 019	484 635

Bilan ANC N° 2018-06

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	30 321	30 321
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	30 321	30 321
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	78 520	86 379
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	78 520	86 379
Autres réserves		
Report à nouveau	220 899	220 899
Excédent ou déficit de l'exercice	17 142	-7 859
Situation nette (sous-total)	346 882	329 740
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	4 242	7 242
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	351 123	336 982
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	35 354	33 669
Total II	35 354	33 669
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	30 000	20 000
Total III	30 000	20 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 441	15 696
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	68 101	78 288
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total IV	75 542	93 984
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	492 019	484 635

CDR Asso ANC N°2018-06 (CEG)

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Ventes de biens et de services					
Produits de tiers financeurs	585 155		584 338		816
Concours publics et subventions d'exploitation	585 155	100,00	584 338	100,00	816
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	4 889	0,84	4 241	0,73	648
Utilisation des fonds dédiés	10 715	1,83	3 074	0,53	7 641
Autres produits	102	0,02	36	0,01	67
Total I	600 861	102,68	591 689	101,26	9 172
CHARGES D'EXPLOITATION					
Autres achats et charges externes	82 607	14,12	77 361	13,24	5 246
Impôts, taxes et versements assimilés	14 791	2,53	17 755	3,04	-2 964
Salaires et traitements	332 558	56,83	338 350	57,90	-5 792
Charges sociales	126 737	21,66	138 618	23,72	-11 880
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	10 306	1,76	18 787	3,22	-8 481
Dotations aux provisions	10 000	1,71			10 000
Reports en fonds dédiés	12 400	2,12	15 707	2,69	-3 307
Autres charges	3		12		-9
Total II	589 403	100,73	606 590	103,81	-17 187
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	11 458	1,96	-14 901	-2,55	26 360
PRODUITS FINANCIERS					
Autres intérêts et produits assimilés	2 716	0,46	2 585	0,44	132
Total III	2 716	0,46	2 585	0,44	132
CHARGES FINANCIERES					
Total IV					
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 716	0,46	2 585	0,44	132
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	14 175	2,42	-12 317	-2,11	26 491
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	3 000	0,51	4 494	0,77	-1 494
Total V	3 000	0,51	4 494	0,77	-1 494
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
Total VI					
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 000	0,51	4 494	0,77	-1 494
Impôts sur les bénéfices (VIII)	33	0,01	36	0,01	-3
Total des produits (I + III + V)	606 577	103,66	598 768	102,47	7 810
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	589 436	100,73	606 626	103,81	-17 190
EXCEDENT OU DEFICIT	17 142	2,93	-7 859	-1,34	25 000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA					
Prestations en nature	26 290		26 290		
TOTAL	26 290		26 290		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO					
Mise à disposition gratuite	26 290		26 290		
TOTAL	26 290		26 290		

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CLIC ORGESSONNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 492 019 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 17 142 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 29/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Une description de l'objet social de l'entité

Le CLIC Orgessonne, Association loi de 1901 est née le 1 Janvier 2011 de la fusion absorption des 3 associations :

- Le CLIC du Val d'Orge,
- Le CLIC Centre Essonne,
- Le CLIC de la Vallée de l'Essonne.

Une description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Le CLIC ORGESSONNE est une association régie par la loi de 1901. Son Administration de tutelle est le Conseil Départemental de l'Essonne.

Une convention annuelle signée le 4 avril 2023 entre le Conseil Départemental et le CLIC. La convention actuelle court jusqu'au 31 décembre 2024.

Une convention est également signée entre les Communes adhérentes, Communautés de Communes ou d'Agglomérations et le CLIC. Le secteur du CLIC ORGESSONNE comprend 57 communes.

Son rayon d'action se situe sur les communes suivantes :

Arpajon, Auvernaux, Avrainville, Ballancourt, Baulne, Boigneville, Boutigny-sur-Essonne, Brétigny-sur-Orge, Breuillet, Buno-Bonnevaux, Bruyères-le-Châtel, Cerny, Champcueil, Cheptainville, Chevannes, Courances, Courdimanche-sur-Essonne, D'Huisson-Longueville, Dannemois, Echarcon, Egly, Fontenay-le-Vicomte, Gironville-sur-Essonne, Guibeville, Guigneville-sur-Essonne, Itteville, la Ferté-Alais, La Norville, Le Plessis-Pâté, Leudeville, Leuville-sur-Orge, Longpont, Maisse, Marolles-en-Hurepoix, Mennecy, Mondeville, Milly-la-Forêt, Moigny-sur-Ecole, Nainville-les-Roches, Ollainville, Oncy-sur-Ecole, Ormoy, Orveau, Prunay-sur-Essonne, Saint Germain-Les-Arpajon, Saint-Vrain, Soisy-sur-Ecole, Sainte Geneviève des Bois, Saint Michel sur Orge, Vayres-sur-Essonne, Vert-le-Grand, Vert-le-Petit, Videlles, Villemoisson sur Orge, Villiers sur Orge.

Ses missions :

- Accueil, écoute, information, accompagnement des personnes âgées, de leurs familles et des professionnels.
- Evaluation globale des situations et élaboration du plan d'accompagnement personnalisé.
- Suivi et adaptation du plan d'accompagnement.
- Coordination des partenaires sociaux, médico-sociaux et sanitaires autour de la personne âgée.
- Animation du réseau gérontologique.
- Actions collectives de prévention, de sensibilisation et d'éducation.
- Observatoire des besoins des personnes âgées et de l'offre de service du territoire.

Une description des moyens mis en oeuvre :

Le Clic Orgessonne est financé par le Conseil Départemental, les Communes, les Communautés de Communes ou d'Agglomérations .

La participation financière par habitant de 60 ans et plus est de :

4 € pour les communes, communautés de communes ou d'agglomération,

5€ pour le Conseil Départemental de l'Essonne.

L'équipe du CLIC Orgessonne est composée de 9 personnes . Celle-ci se compose d'une Directrice, une assistante de Direction, de trois coordinateur(trices) et de quatre chargés d'évaluations.



Règles et méthodes comptables

Le CLIC Orgessonne dispose de locaux mis à disposition à titre gratuit par le Conseil Départemental de l'Essonne pour lequel une convention de mise à disposition a été signée le 25 novembre 2019. Ces locaux ont une superficie de 164,31m². Une participation aux charges est établie au prorata de la surface attribuée au Clic Orgessonne.

La flotte de véhicules du CLIC Orgessonne est composée de trois Renault Twingo (deux véhicules achetés le 31/08/2018 et un véhicule acheté le 24/01/2019) et d'une Renault Zoé achetée le 31/05/2021.

Le CLIC Orgessonne dispose également de PC fixe pour l'ensemble de son personnel, d'un logiciel métier Logiclic, d'un photocopieur multi-fonctions, de téléphones portables.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

En date du 25 novembre 2019, l'association a déménagé à Arpajon. Comme précédemment, elle ne sera redevable que des charges locatives, ces dernières ont été comptabilisées au réel sur la base des appels de fonds reçus au cours de l'année. La mise à disposition gratuite des locaux a été constatée en comptabilité dans des comptes de la classe 8.

Autres éléments significatifs

Passif social :

Le montant du passif social lié aux indemnités de départ à la retraite s'élève à 17 119€ au 31.12.2024 soit (12 227€ bruts et 4 891€ de charges sociales).

Le montant du passif social a été calculé sur la base de l'article 29 de la convention collective..

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 507	1 942	1 843	8 606
Immobilisations incorporelles	8 507	1 942	1 843	8 606
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	64 856			64 856
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	41 046			41 046
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	105 902			105 902
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	15			15
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	15			15
ACTIF IMMOBILISE	114 424	1 942	1 843	114 523

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 942			1 942
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	1 942			1 942
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	1 843			1 843
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	1 843			1 843

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 439	2 216	1 843	7 812
Immobilisations incorporelles	7 439	2 216	1 843	7 812
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	50 510	6 032		56 542
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	37 300	2 058		39 358
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	87 810	8 090		95 900
ACTIF IMMOBILISE	95 250	10 306	1 843	103 713

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 22 710 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	17 121	17 121	
Charges constatées d'avance	5 589	5 589	
Total	22 710	22 710	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	30 321				30 321
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	86 379	-7 859			78 520
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	220 899				220 899
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-7 859	7 859	17 142		17 142
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	329 740		17 142		346 882
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	7 242			3 000	4 242
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	336 982		17 142	3 000	351 123

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	20 000	10 000			30 000
Total	20 000	10 000			30 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		10 000			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 75 542 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 441	7 441		
Dettes fiscales et sociales	68 101	68 101		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	75 542	75 542		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Déplacements NP	850
Honoraires NP	5 000
Dettes provis. pr congés à payer	27 784
Charges sociales s/congés à payer	10 352
Charges fiscales s/congés à payer	833
Taxe sur les salaires CAP	2 496
Formation continue CAP	4 490
Total	51 805

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	330		
Locations mobilières d'avance	4 805		
Maintenance, période d'avance	189		
Abonnements téléphones d'avance	265		
Total	5 589		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 000 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation						585 155
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						3 000
						588 155

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Précisions : Les fonctions de Directrice sont rémunérées par l'Association. Sa rémunération n'est pas mentionnée car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Location/maintenance copieur contrat du 21/09/2019 durée 21 trimestres (1 830.53€ttc / trim)	6 865
Autres engagements donnés	6 865
Total	6 865

Donations

Autres informations

Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
Fonds dédiés antérie	4 874	4 875				4 875	
Lien des âges	3 535	3 535	2 092			1 443	
Action dévt café aida	22 113	22 114	8 013		7 500	21 601	
Action transmission	1 394	1 394				1 394	
Atelier médiation ani	1 751	1 751	610			1 141	
Promesse de l'aidant					4 900	4 900	
Sous total	33 667	33 669	10 715		12 400	35 353	
Sous total							
TOTAL	33 667	33 669	10 715		12 400	35 353	

